

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION FRANÇAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES

431, rue Philippe Lamour
Zone industrielle Mas Barbet
30 600 Vauvert

Références : SC/2024-06-
Code AIOT : 0006605262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement UNION FRANÇAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES implanté 431, rue Philippe Lamour, Zone industrielle Mas Barbet – 30 600 Vauvert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'action dit « post-Rouen ». Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent, entre autres, sur la modification de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (arrêté transversal en matière de prévention des risques accidentels), et notamment la refonte de la section 4 qui concerne les dispositions relatives à la limitation des conséquences des pertes de confinement.

L'action nationale a pour objectif de vérifier au sein des installations classées soumises à autorisation, la mise en œuvre des prescriptions relatives :

- aux rétentions associées aux stockages de liquides inflammables et aux stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou de sols,
- au confinement des eaux d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION FRANÇAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES
- 431, rue Philippe Lamour, Zone industrielle – 30 600 Vauvert
- Code AIOT : 0006605262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) est spécialisée dans l'élaboration d'eaux de vie de vin et de brandies, l'élevage en barriques ou tonneaux de chêne ainsi que leur assemblage. Elle exploite des installations de stockage d'alcools et de vieillissement des eaux de vie et de brandies qui sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011.

Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°10-144-DREAL du 22 juillet 2020 suite à la création du chai n°5. À noter que l'extension du chai n°5 (création d'un étage) a fait l'objet d'un porter à connaissance de mars 2024. Le dossier est en cours d'instruction et les modifications apportées au site seront actées ultérieurement par un arrêté préfectoral complémentaire.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4755 compte tenu des quantités de produits susceptibles d'être présents sur le site (alcools de bouche). L'établissement relève aussi du statut Seveso seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection des ressources en eau
- Prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Tuyauteries flexibles	Arrêté Préfectoral 05/12/2011, article 3.7.5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral 05/12/2011, article 3.8	Demande d'action corrective	6 mois
8	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral 05/12/2011, article 3.7.2	Sans objet
3	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet
5	Canalisations	Arrêté Préfectoral 05/12/2011, article 3.7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a porté essentiellement sur l'existence, le dimensionnement, la disponibilité et l'étanchéité des rétentions des bacs d'alcool extérieurs et des chais.

L'inspection a ainsi permis de s'assurer de la bonne gestion des canalisations fixes et des tuyauteries flexibles des installations de stockages d'alcool au moyen de procédures écrites établies et de vérifications périodiques.

L'inspection s'est également attachée à vérifier les dispositions en place pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie, ainsi que la tenue d'un état des matières stockées.

À l'issue de la visite, l'inspection considère que l'exploitant gère convenablement les rétentions de l'établissement et l'ensemble de ses canalisations et flexibles.

S'agissant du confinement des eaux d'extinction incendie et en particulier le risque de propagation d'un incendie par les écoulements qui réceptionnent les eaux incendie, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif permettant d'éviter un tel événement. Cet écart nécessite une action corrective de la part de l'exploitant. Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 3 mois de :

- mener une analyse sur le risque de propagation d'un incendie en cas d'écoulements accidentels depuis les zones de stockage extérieur d'alcools et les chais,
- conclure sur la nécessité ou non de mettre en place tout moyen de type dispositif anti feu pour éviter un tel événement
- proposer un plan d'actions de mise en œuvre le cas échéant.

Un retour à la conformité est attendu sous un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 25-I

Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Le site relève du régime de l'autorisation pour la rubrique n°4755 (alcool de bouche) de la nomenclature ICPE. Le site comprend 5 parcs de stockage d'alcool en cuves aériennes dénommées SICA, CICG, UFAD, SAV1 et SAV2, et 4 bâtiments de stockage d'alcool en fûts ou en tonneaux et foudres, appelés chais tels que chai n°2, chai n°3, chai n°5 et zone neutre/chai n°1/chai n°4.

Les parcs de stockage des bacs d'alcool disposent tous d'une cuvette de rétention bétonnée et correctement dimensionnée au regard des différentes capacités de stockage des cuves d'alcool.

Les chais de stockage disposent d'une rétention d'une hauteur de 1 m en contrebas par rapport au niveau du sol, permettant d'obtenir un volume adapté aux quantités stockées.

S'agissant des produits chimiques, l'établissement possède pour le traitement de l'eau, plusieurs bidons de 20 l d'acide chlorhydrique (HCl) et 1 contenant double paroi adapté au produit contenu (Varibox) de 800 l de lessive de soude. Les bidons d'HCl sont placés dans une rétention conforme par rapport au volume total de tous les bidons susceptibles d'être stockés. L'IBC de soude possède une double paroi, et est implantée au niveau de la zone de chargement/déchargement aménagée en rétention (pente, muret et bossage) d'une capacité globale de 250 m³.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que la rétention des bidons d'HCl (44 bidons au jour de l'inspection) était bien suffisante et l'absence de l'IBC de soude lequel sera désormais

remplacé par 4 fûts de 200 l qui seront également entreposés sur la rétention de la zone de dépotage.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, Article 3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les cuvettes doivent comporter des dispositifs d'évacuation des eaux de pluie et des eaux éventuellement utilisées pour la lutte contre l'incendie.</p> <p>Ces dispositifs normalement fermés doivent être incombustibles, commandés à l'extérieur de la cuvette et accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Les murets de rétention seront étanches et devront résister à la poussée des produits éventuellement répandus. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus.</p> <p>Ceux-ci devront au moins être de classe de résistance au feu R 360 (stables au feu six heures). Cette durée pourra être augmentée à la demande des services de secours et de lutte contre l'incendie pour être compatible avec le plan d'opération interne notamment si ce dernier plan présente des durées d'intervention supérieures.</p> <p>Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage les rétentions des parcs UFAD, SAV1 et SAV2. Elles sont en bon état, exemptes d'eau pluviale et leurs volumes sont disponibles.</p> <p>De plus, les murets des rétentions des 5 parcs de stockage font l'objet tous les mois d'une vérification visuelle dont le résultat est reporté dans une fiche intitulée « suivi et entretien des parcs ». Aucune anomalie n'a été relevée en 2024.</p> <p>Les eaux de pluie sont évacuées hors de la rétention par l'ouverture d'une vanne manuelle située à l'extérieur des rétentions. Les eaux rejoignent en fonction de l'emplacement des parcs d'alcool, soit le réseau d'eaux pluviales du site, soit directement le milieu naturel par infiltration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Produits incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les seuls produits incompatibles présents sur le site sont l'acide chlorhydrique (HCl) conditionné en bidons de 20 l et la soude conditionnée en contenant de 800 l (lessive de soude à 30,5 %) ou en sac de 25 kg (soude caustique perlée).</p> <p>L'HCl et la soude liquide dispose chacun, de leur propre rétention correctement dimensionnée par rapport aux volumes susceptibles d'être présents sur le site.</p> <p>Les récipients contenant ces deux produits susceptibles d'être incompatibles, sont distants l'un de l'autre de plusieurs mètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Rétention déportée et dispositif de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 25-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages. Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé. L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.
Constats : La société UFAB dispose d'une autorisation d'exploiter du 5 décembre 2011. Le site est donc autorisé avant le 1 ^{er} septembre 2022. Il n'a pas fait l'objet de modification substantielle depuis 2011. Cette prescription ne s'applique pas aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, Article 3.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisations fixes rigides
Prescription contrôlée : Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation. Les canalisations utilisées pour l'alimentation et la vidange des réservoirs et la circulation des produits doivent être métalliques, installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistances aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Les supports de tuyauteries sont réalisés en construction métallique ou en maçonnerie. Ils sont disposés et conçus de telle sorte que les contraintes mécaniques, par flexion et par dilatation notamment, ne puissent compromettre la résistance des tuyauteries. Le nombre de canalisations au sein d'une cuvette doit être limité au minimum et justifié. Toute canalisation qui n'est pas strictement nécessaire à l'exploitation ou à la sécurité de la cuvette doit être supprimée. En règle générale, les tuyauteries ne doivent pas traverser les parois des cuvettes de rétention. En cas d'impossibilité technique démontrée, nécessitant le passage des tuyauteries au travers des parois, l'étanchéité doit être assurée par des dispositifs résistants au feu, au moins coupe-feu 4 heures et permettant leur libre dilatation. Les tuyauteries doivent sortir des cuvettes qu'elles desservent aussi directement que possible et ne doivent en principe, traverser aucune autre cuvette. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes seules des dérivations sectionnables pourront pénétrer celles-ci.

Des vannes ou des robinets d'arrêt sont mis en place sur les canalisations de transfert d'alcool situées aux interfaces des installations des deux entités (UFAB et UDM). Une consigne commune aux deux sites détermine les modalités d'utilisation de ces organes d'isolement.

Constats :

Les canalisations qui permettent de transférer l'alcool depuis la zone de dépotage des camions citernes vers les bacs extérieurs et vers les chais, sont rigides, fixes et en inox.

S'agissant des parcs extérieurs de stockage, les canalisations passent par-dessus les murets des rétentions permettant ainsi de garantir leur étanchéité et celle de la cuvette de rétention. Leur nombre au sein des rétentions des parcs SAV1 et UFAD est constaté limité au minimum.

De plus, les canalisations ainsi que les pompes de transfert et les vannes de fermeture sont vérifiées tous les mois. Les fiches de suivi et entretien des parcs présentées par l'exploitant, permettent d'assurer la traçabilité de ces vérifications mensuelles. Les fiches ne font état d'aucune constatation particulière. De plus, l'exploitant a précisé que le contrôle des canalisations est réalisé en continu par les opérateurs à chaque connexion et chargement/déchargement permettant ainsi de prévenir tout déversement accidentel dû à une fuite.+9-

Par ailleurs, l'exploitant a présenté la procédure relative au transfert d'alcool entre les deux sites UDM et UFAB datée du 1^{er} avril 2022. Elle mentionne entre autres que :

- tous les transferts s'effectuent en présence de deux opérateurs, l'un de la société UDM et l'autre de la société UFAB s'assurant de la bonne marche des opérations (branchement des connexions, ouverture des jauges de niveau, remplissage du bac récepteur sans dépasser 90 % de sa capacité, récupération des égouttures et fermeture des vannes),
- les vannes placées sur les canalisations doivent être fermées en permanence et mises en position ouverte uniquement lors des opérations de transfert d'alcool,
- toute anomalie de fonctionnement durant le transfert est indiquée au maître de chai et au responsable de production d'alcool et consignée sur le cahier de poste.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Tuyauteries flexibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, Article 3.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries flexibles

Prescription contrôlée :

Les tuyauteries flexibles de chargement ou de déchargement doivent satisfaire aux prescriptions les concernant et définies par la réglementation relative aux transports de matières dangereuses.

Des consignes d'exploitation doivent prévoir un contrôle visuel annuel de chaque flexible.

Le nom ou la référence du constructeur, le numéro matricule du flexible, les dates des contrôles et le nom du contrôleur doivent être consignés sur un support (fiche, registre...) tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque au cours d'un de ces contrôles, un flexible présente des traces manifestes de détériorations (fissures, crevasses, ou usures anormales), il doit être réformé immédiatement.

Constats :

Pour les opérations de chargement/déchargement des camions citernes, le site dispose de 3 tuyauteries flexibles souples sertis de diamètre 70 mm qui sont situés au niveau des parcs CICG et UFAD et de la zone neutre.

Ces 3 tuyauteries font l'objet d'un contrôle en continu par les opérateurs lors de chaque dépotage et d'un contrôle visuel annuel visant à détecter une déchirure, fente ou à s'assurer de la bonne et due forme du sertissage. Un registre dédié à ce contrôle journalier est mis en place depuis 2014. Ce registre indique que le flexible de la zone neutre a été changé le 20 janvier 2022. L'exploitant a indiqué que le flexible du parc CICG a également été remplacé en novembre 2023 (vu le document justifiant de la confirmation de la commande, daté du 27 octobre 2023). Toutefois, le changement du flexible du parc CICG n'a pas été reporté dans le registre.

Par ailleurs, l'identification des flexibles telle que demandée par les dispositions de l'arrêté préfectoral (nom du constructeur et numéro matricule du flexible) n'est pas non plus reportée dans le registre.

L'exploitant devra compléter le registre de contrôle en reportant les dates de(s) remplacement(s) des flexibles déjà réalisé(s), les dates des futurs remplacements des flexibles ainsi que l'identification de chaque flexible contrôlé annuellement. Cette identification devra apparaître également sur les tuyauteries le cas échéant.

L'exploitant a également rédigé une procédure datée du 1^{er} avril 2022, concernant le chargement/déchargement des camions citernes intervenant sur le site d'UFAB. Cette procédure a pour objectif d'indiquer le mode opératoire lié à la sécurité lors de chargement/déchargement des citernes.

Lors de la visite terrain, un déchargement d'alcool au niveau du parc de stockage CICG était en cours de réalisation. Certains points de la procédure ont pu être constatés conformes tels que la présence d'un employé et du chauffeur lors du déchargement, la mise à la terre du camion citerne, le bon branchement des connexions entre le camion, la pompe de transfert et le bac de réception, ainsi que l'absence de perte d'étanchéité du circuit « transfert ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, Article 3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les eaux d'extinction sont maintenues sur le site par la mise en place de trois niveaux de confinement, constitués par la rétention du chai ou du parc sinistré, puis par le dispositif de relevage, relié à un stockage tampon de 700 m³ et in fine par la mise en place d'un barrage sur le fossé du Vallat de la Reyne.

Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Constats :

Le site ne dispose pas de bassin de confinement des eaux incendie. Toutefois, le confinement des eaux incendie est prescrit à l'établissement au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2011.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie susceptibles d'être polluées sont soit :

- confinées dans la rétention des stockages extérieurs d'alcool et des chais,
- en cas de débordement de la rétention dont la capacité ne s'avérerait pas suffisante, dirigées de manière gravitaire au moyen de grilles et avaloirs vers le réseau d'eaux pluviales du site puis de celui de la société UDM avant de rejoindre la station de relevage située en point bas du site d'UDM.

Le poste de relevage est équipé de deux pompes de relevage d'un débit unitaire de 100 m³/h, lesquelles permettent d'envoyer les eaux incendie vers une cuve tampon de 500 m³ implantée au niveau de la station de prétraitement de la société UDM. Si cette cuve n'est pas suffisante pour confiner toutes ces eaux incendie, une seconde cuve de 200 m³ est présente à proximité immédiate de la première cuve.

Les eaux d'extinction incendie peuvent également être envoyées depuis ces deux cuves tampon vers les cuves de diffusion de la société UDM grâce à des vannes à actionner manuellement et une canalisation enterrée puis aérienne. Lors de la visite de terrain, l'identification de cette

canalisation est bien identifiée, et comporte l'indication « effluents ».

Lors de la visite, l'inspection pose la question du risque de propagation d'un incendie par le réseau d'eaux pluviales dans la mesure où ce réseau récupère en particulier tout déversement accidentel d'alcool susceptible de se produire dans les chais ainsi qu'au niveau des stockages extérieurs d'alcool s'il ne serait pas contenu dans les cuvettes en place. L'exploitant a indiqué que le réseau d'eaux pluviales ne dispose pas de dispositifs évitant la propagation du feu via ce réseau et que ce point n'a pas fait l'objet d'une analyse à ce jour.

L'inspection demande donc à l'exploitant de mener une analyse sur le risque de propagation d'un incendie en cas d'écoulements accidentels depuis les zones de stockage extérieur d'alcool et depuis les bâtiments de stockage d'alcool.

Les résultats de cette analyse concluant sur la nécessité ou non de mettre en place tout moyen de type dispositif anti feu pour éviter un tel événement et proposant une ou plusieurs solutions pour pallier l'absence de dispositif adéquat, seront transmis sous 3 mois.

Le cas échéant, l'exploitant devra aussi proposer sous un délai de 3 mois, un plan d'actions de mise en œuvre le cas échéant.

Le retour à la conformité devra intervenir dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N°8 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 59

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant dispose de fichiers informatiques permettant de suivre les quantités d'alcool présentes sur le site. Un inventaire physique des bacs de stockage extérieurs est réalisé toutes les semaines par relevé direct des jauges des bacs. S'agissant des chais, un inventaire annuel des tonneaux est effectué. La quantité d'alcool contenue dans les tonneaux est connue par relevé direct des jauges. Quant à la quantité d'alcool contenue dans les fûts, elle est estimée au moyen des volucompteurs. Il s'agit de volumes théoriques qui correspondent aux derniers volumes entonnés dans chacun des fûts présents dans les chais.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le 4 juin 2024, l'état des stocks du 27 mai 2024 qui fait état de :

- 7 333 m³ d'alcool stockés dans les 5 chais,
 - 4 308 m³ d'alcool stockés dans les parcs de stockage extérieur,
- soit un volume total de 11 641 m³ d'alcool stockés.

Cet état des stocks montre que les capacités maximales de stockage autorisées pour chacune des zones de stockage d'alcool (parcs et chais) ainsi que la capacité totale autorisée (21 541 m³) sont respectées.

S'agissant des produits chimiques stockés sur le site (bidons d'acide chlorhydrique et IBC de lessive de soude), les quantités de bidons d'HCl et le volume de soude présent dans le contenant sont suivies au moyen d'une fiche remplie périodiquement par le maître de chai. La fiche datée

du 11 décembre 2023 mentionne la présence de 81 bidons et un volume de 400 l de soude.
Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de 44 bidons d'HCl et aucun IBC de soude.
Sur place, l'exploitant a pris note des quantités réelles pour établir une nouvelle fiche de suivi.

L'exploitant a indiqué que cette fiche de suivi serait remplacée par un fichier informatisé qui permettrait d'assurer un meilleur suivi de ces produits.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la mise en place de ce fichier qui devra être mis à jour avec les quantités réellement entreposées d'HCl et de soude.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

